



PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR LES SYSTÈMES D'INSPECTION ET DE CERTIFICATION DES
IMPORTATIONS ET DES EXPORTATIONS ALIMENTAIRES

Vingt-septième session

Cairns, Australie

16 – 20 septembre 2024

INFORMATIONS SUR LES ACTIVITÉS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES PORTANT SUR
LES TRAVAUX DU CCFICS

(Rapports de l'ONUDI, des Secrétariats de l'OMC et du FANDC, et de l'OCDE)

A. ACTIVITÉS DE L'ONUDI INTÉRESSANT LE CCFICS

1. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) continue de travailler à l'amélioration des systèmes de contrôle et des systèmes de gestion de la sécurité sanitaire des aliments mis en place par les exploitants du secteur alimentaire au sein de ses États membres. L'an dernier en particulier, elle a concentré ses efforts à l'élaboration d'outils pour aider les pays à mettre en œuvre les principes *et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers* (CXG 93-2021) et les *Principes généraux d'hygiène alimentaire* (CXC 1-1969, Rev. en 2022). Elle s'emploie par ailleurs à améliorer les systèmes de traçabilité, la conformité et les normes de sécurité sanitaire des aliments à l'échelle mondiale, contribuant ainsi à des systèmes alimentaires plus sûrs et facilitant le commerce international grâce à de nouvelles initiatives, en particulier en Afrique et en Asie. Le présent document fait le point sur les efforts et les outils utilisés par l'ONUDI au cours de l'année 2023 dans le cadre du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS).

Travaux de l'ONUDI relatifs aux programmes d'assurance volontaire par des tiers (APTv)

2. Dans le cadre du projet intitulé Pilotage de l'utilisation de programmes d'assurance volontaire par des tiers (APTv) en Afrique de l'Ouest, financé par le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), une formation sur les inspections fondées sur les risques a été organisée à Dakar du 13 au 15 novembre 2023. La formation a rassemblé 45 participants du Mali (5) et du Sénégal (40), dont 22 inspecteurs, 16 membres de l'industrie, 6 représentants de laboratoires et 1 producteur. L'objectif principal de la formation était d'améliorer les systèmes d'inspection dans le secteur de la mangue au Sénégal et au Mali, en se basant sur des outils d'inspection fondée sur les risques.

3. Grâce à la mobilisation de ressources par le biais de la plateforme de partenariat APTv établie par l'ONUDI, et pour poursuivre la sensibilisation aux programmes d'APTv disponibles — par exemple, formations gratuites sur les systèmes pour les producteurs, les transformateurs, les membres des services techniques du secteur public, les représentants de divers ministères, les auditeurs et les évaluateurs au Mali, 63 participants, dont 21 femmes, ont assisté à la formation, qui comprenait également une visite d'une exploitation de mangues afin d'observer directement le travail d'un auditeur.

4. L'ONUDI a organisé, en partenariat avec d'autres agences, la réunion inaugurale du Forum des autorités réglementaires des aliments en Afrique (AFRAF) au Caire, du 11 au 13 octobre 2023. Ce forum rassemblait des régulateurs de 38 pays africains, qui ont montré un grand intérêt pour la modernisation des pratiques de sécurité sanitaire des aliments à différents niveaux de l'administration publique. L'utilisation de l'APTv a été reconnue comme une approche modernisée du contrôle alimentaire. À cette occasion, l'outil d'évaluation de l'APTv de l'ONUDI, dont l'objectif est de fournir des conseils pour la mise en œuvre des directives du Codex sur l'utilisation de l'APTv, a été lancé. Cet outil devrait être très utile pour les projets pilotes du Mali, du Sénégal, du Rwanda et de l'Ouganda en aidant les autorités compétentes de ces pays à décider de l'utilisation de l'APTv lorsque les informations/données qu'elle génère peuvent servir à affiner le profil de risque des secteurs ou même des exploitants individuels du secteur alimentaire (ESA).

5. L'ONUDI a aussi mis au point un outil permettant de vérifier l'état de préparation de l'APTv pour l'application de la directive du Codex relative aux programmes d'assurance volontaire par des tiers pour la

prise de décisions réglementaires. L'outil de diagnostic aidera les autorités compétentes à évaluer rapidement leur capacité à intégrer les informations provenant de l'APTV de l'industrie dans la prise de décisions réglementaires, conformément aux *Principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de programmes volontaires d'assurance par des tiers* (CXG 93-2021).

6. En novembre 2023, un expert des systèmes de certification de la sécurité sanitaire des aliments a dispensé une formation sur l'ABC d'un système de certification de la sécurité sanitaire des aliments à l'intention des régulateurs arabes du groupe de travail de l'APTV. Neuf régulateurs du Liban, de la Tunisie, de l'Arabie Saoudite, du Soudan, de la Palestine et du Maroc se sont joints à la présentation à distance et ont appris les principes fondamentaux de ces systèmes de certification, y compris l'importance de la conformité aux normes internationales et le rôle des audits réalisés par des tiers pour garantir la sécurité sanitaire des aliments.

7. La dix-septième Conférence internationale de Dubaï sur la sécurité sanitaire des aliments 2023 (DIFSC) s'est tenue du 11 au 13 décembre 2023. Elle était organisée par le Département du contrôle des aliments de la municipalité de Dubaï avec le soutien de l'International Association for Food Protection et de l'ONUDI. L'ONUDI a participé à la session intitulée « Assurance par des tiers volontaire (APTV) – partenariats public-privé pour améliorer les résultats en matière de sécurité sanitaire des aliments ». La conférence s'est concentrée sur la mise en œuvre effective des principes et directives du Codex relatifs aux programmes d'APTV par les autorités réglementaires des Émirats arabes unis et de l'ensemble de la région. Les principales discussions ont porté sur l'utilisation des données d'audit pour prendre des décisions éclairées en matière de contrôle national et d'importation, ainsi que sur le déploiement de pratiques d'audit à distance. Le panel a été animé par la municipalité de Dubaï et présenté par la Food Safety System Certification Foundation (FSSC), la UK Food Standards Agency, le FANDC et l'ONUDI. Les sujets abordés ont porté sur les leçons tirées des initiatives financées par la FSSC, le programme d'APTV FSSC 22000, l'engagement du Royaume-Uni en faveur de l'APTV par le biais de partenariats public-privé, et les contributions de l'ONUDI. En outre, la municipalité de Dubaï a exploré les enseignements tirés des partenariats avec le FANDC et les avantages de la boîte à outils APTV de l'ONUDI. Enfin, la Fondation FSSC a présenté de nouvelles méthodes de partage des données pour faciliter l'accès des régulateurs aux données partagées.

8. Les 27 et 28 juin, l'ONUDI a organisé le Dialogue de Vienne sur l'étalonnage des programmes d'APTV. L'événement a réuni environ 60 participants de l'industrie, des organismes de normalisation, des organismes de certification et d'accréditation, des propriétaires d'APTV, des organisations internationales et multilatérales, des institutions financières internationales et d'autres parties prenantes clés de l'infrastructure mondiale de la qualité. Ce premier dialogue s'est conclu par un consensus sur l'importance d'harmoniser les normes et les pratiques afin d'améliorer la surveillance du commerce mondial. Les parties prenantes de différents secteurs ont reconnu les complexités introduites par les différentes approches des programmes d'APTV et ont souligné la nécessité d'établir un cadre unifié pour l'évaluation comparative. Cela garantirait la cohérence, l'intégrité, la transparence et une gouvernance solide entre les différents programmes. Les participants se sont accordés sur le rôle essentiel de la collaboration dans la réalisation de ces objectifs, et plusieurs solutions concrètes ont été proposées.

Audits et vérifications à distance

9. Avec le soutien du Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) et du ministère australien de l'Agriculture, de la Pêche et des Forêts, l'ONUDI a organisé un atelier sur l'audit à distance à Hanoi (Viet Nam), les 24 et 25 octobre 2023. Cet atelier avait pour objectif d'explorer les pratiques d'audit à distance et les solutions numériques qui ont permis au contrôle réglementaire et à la certification de se poursuivre pendant les périodes de confinement dues à la COVID-19. Les représentants des autorités compétentes de la région de l'ASEAN ont partagé leurs expériences pertinentes, leurs conclusions et leurs recommandations basées sur leur utilisation des processus d'audit et d'inspection à distance. L'atelier a également attiré l'attention sur le projet de « Principes et directives sur l'utilisation d'audits et d'inspections à distance dans les cadres réglementaires », qui a finalement été adopté en novembre 2023. En fin de compte, il a facilité les discussions entre les parties prenantes en vue d'une approche régionale de l'audit et de l'inspection à distance, conformément aux recommandations de la Commission du Codex Alimentarius. En outre, une session a été organisée pendant le Forum des autorités réglementaires en Afrique (AFRAF), au cours duquel le projet de texte a été présenté aux régulateurs.

Application des programmes de conditions préalables dans le cadre des initiatives mises en œuvre par l'ONUDI

10. L'ONUDI a participé à l'élaboration et à la mise en œuvre de programmes de conditions préalables (PRP) en collaboration avec les organismes de réglementation et l'industrie dans différents pays. Ces PRP sont des guides techniques nécessaires pour les exploitants du secteur alimentaire, intégrant les exigences pertinentes du Codex, de la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV) et des normes de l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA). Des programmes de ce type ont été élaborés au Bangladesh, en Mongolie et au Pakistan.

B. ACTIVITÉS DU COMITÉ SUR LES MESURES SANITAIRES ET PHYTOSANITAIRES, DU COMITÉ OTC ET DU FANDC

Rapport des Secrétariats de l'OMC et du FANDC¹

Ce rapport présenté à la vingt-septième session du Comité du Codex sur les systèmes d'inspection et de certification des importations et des exportations alimentaires (CCFICS) résume certaines des activités récentes du [Comité de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires](#) (le «Comité SPS»). Il couvre les ateliers du Comité SPS, les séances thématiques et les préoccupations commerciales spécifiques (PCS) examinées entre mars 2023 et mars 2024. Il fournit par ailleurs des informations sur les travaux pertinents entrepris par le [Comité de l'OMC sur les obstacles techniques au commerce](#) (Comité OTC) et par le [Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce](#) (FANDC).

1 TRAVAUX PERTINENTS DU COMITÉ SPS

1.1 Ateliers et séances thématiques

1.1. Le Comité SPS se réunit trois fois l'an, et ses réunions sont souvent précédées d'ateliers ou de séances thématiques. En novembre 2023, il a organisé une [séance thématique sur la communication, la mésinformation et la désinformation relatives aux risques](#) qui s'est penchée sur le paysage complexe de la manipulation de l'information dans le cadre de l'accord SPS. Les intervenants ont exploré l'évolution de la mésinformation et de la désinformation, leur impact potentiel sur les décisions politiques et leur rôle dans les discussions sur la sécurité sanitaire des produits alimentaires agricoles². En voici quelques-uns des points saillants :

- a. Les intervenants ont mis l'accent sur les préoccupations suscitées par la désinformation dans le secteur alimentaire, citant des cas tels que le riz en plastique et les fausses informations sur les aliments périmés. Ils ont souligné le rôle essentiel de l'inspection dans l'application des normes de sécurité sanitaire des aliments et la mise en œuvre de stratégies de communication efficaces pour lutter contre la désinformation. La discussion a porté sur les sources parfois inattendues de la désinformation alimentaire et sur le fait que les incidents de sécurité sanitaire des aliments très médiatisés sont souvent dus au non-respect des règles existantes plutôt qu'aux lacunes de la législation.
- b. Les participants ont débattu des normes et des codes d'usages de certains organismes internationaux de normalisation (OIN) comme le Codex et la Convention internationale pour la protection des végétaux (CIPV), qui réglementent divers aspects de la sécurité sanitaire des aliments, y compris des pratiques telles que l'irradiation. L'objectif était de dissiper les malentendus courants sur ces pratiques et de garantir le respect de lignes directrices reconnues au niveau mondial.
- c. Différents intervenants ont examiné des stratégies de communication efficaces sur les risques en matière de sécurité sanitaire des aliments, en soulignant que la transparence, la clarté et le contexte sont des principes clés pour mettre les consommateurs en garde contre ces risques. Ils ont souligné l'importance d'un engagement proactif des consommateurs et d'une information claire sur les mesures et les normes de sécurité sanitaire des aliments pour renforcer la confiance dans les organismes de réglementation et les pratiques de l'industrie.

1.2. Le Secrétariat du Comité SPS a organisé les 18 et 19 mars 2024 un [atelier thématique sur la transparence](#) qui visait à améliorer la mise en œuvre des dispositions relatives à la transparence dans le domaine SPS en facilitant les discussions techniques entre les fonctionnaires. Les participants ont partagé leurs expériences en matière d'utilisation d'outils de transparence en ligne, notamment [la plateforme Ping SPS&TBT](#)³.

1.3. À l'issue des discussions menées lors de la réunion du Comité SPS de mars 2024 et compte tenu des propositions soumises lors du sixième examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'*Accord OMS sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires* (*Accord SPS*), le Comité SPS a organisé le 25 juin 2024 une [séance thématique sur les outils numériques](#). Le programme⁴, inspiré de propositions formulées par

¹ Le présent rapport a été établi sous la responsabilité du Secrétariat de l'OMC, sans préjudice de la position des Membres de l'Organisation ni de leurs droits et obligations à son égard. Il en va de même pour la section portant sur le FANDC.

² Un rapport de synthèse de cette séance est disponible à l'annexe B du document [G/SPS/R/111](#).

³ Le rapport de synthèse de l'atelier est disponible dans le document [G/SPS/R/113](#).

⁴ [G/SPS/GEN/2224/Rev.2](#)

l'Union européenne, la Norvège et les États-Unis d'Amérique⁵, visait à examiner les solutions technologiques envisageables dans le secteur des SPS, et notamment à promouvoir la sécurité sanitaire du commerce en améliorant la transparence et l'efficacité. Voici quels ont été les points essentiels abordés:

- a. Les membres, les observateurs et les représentants de l'industrie ont fait part de leurs idées et de leurs expériences concernant les outils en ligne, y compris les plateformes de certification électronique, les sites Web pour la publication de la législation SPS et d'autres ressources numériques. Plusieurs intervenants ont souligné le rôle crucial de la certification électronique depuis son adoption accélérée au cours de la pandémie de COVID-19, ainsi que ces effets bénéfiques en termes de coûts sur les secteurs public et privé.
- b. Les promesses d'évolution future des outils numériques ont été examinées avec la présentation des projets en cours et à venir, y compris l'application des technologies avancées. Les intervenants ont exploré l'utilisation de l'intelligence artificielle (IA) pour repérer les activités illégales dans la chaîne agroalimentaire, et l'utilisation de l'apprentissage machine pour la numérisation des importations de produits alimentaires. Les représentants de l'industrie ont également discuté de la manière dont la numérisation des exigences SPS peut améliorer les flux commerciaux.

1.4 Un enregistrement de la session et des liens vers toutes les présentations sont disponibles sur le [portail du Comité SPS](#).

1.2 Préoccupations commerciales spécifiques

1.5. Le comité SPS consacre une partie importante de chaque réunion ordinaire à l'examen des préoccupations commerciales spécifiques. Tout membre de l'OMC peut soulever de telles préoccupations concernant les exigences en matière de sécurité sanitaire des aliments, de santé des végétaux ou de santé des animaux suscitées par un autre membre de l'OMC. Ces préoccupations découlent généralement de la notification de mesures nouvelles ou révisées ou de l'expérience des exportateurs. Il est fréquent que plusieurs pays partagent des préoccupations similaires. Lors des réunions du comité SPS, les membres conviennent généralement d'échanger des informations et de s'engager dans des consultations bilatérales pour résoudre les problèmes recensés.

1.6. Le secrétariat de l'OMC établit un résumé annuel des préoccupations commerciales spécifiques examinées lors des réunions du comité SPS⁶. Depuis la création de l'OMC en 1995 (jusqu'en mars 2024), les membres ont soulevé un total de 579 de ces préoccupations. Notamment, 192 (33 percent) de ces préoccupations avaient principalement trait à la sécurité sanitaire des aliments, et 182 d'entre elles avaient trait à des procédures de contrôle, d'inspection ou d'homologation⁷.

1.7. Tout au long des réunions du Comité SPS de 2023 et de mars 2024, 71 préoccupations ont été examinées, dont 38 liés aux procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Plusieurs de ces préoccupations avaient trait à l'autorisation des entreprises et des produits, aux retards dans l'autorisation d'importation des denrées alimentaires, aux mesures de précaution pour les denrées alimentaires importées, aux restrictions à l'importation liées aux maladies et aux contaminants, à la non-application du principe de régionalisation et aux exigences en matière de certificats sanitaires.

1.8. Le tableau 1 présente un résumé des 18 préoccupations ayant trait spécifiquement à la sécurité sanitaire des aliments, et met l'accent sur les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Quatre d'entre elles sont relevées pour la première fois⁸.

⁵ [G/SPS/W/359](#), [G/SPS/W/366](#), et [G/SPS/W/363](#) respectivement.

⁶ La version la plus récente de ce document se trouve dans le document [G/SPS/GEN/204/Rev.24](#).

⁷ Les informations sur les préoccupations commerciales spécifiques peuvent être facilement récupérées à partir de la plateforme [ePing SPS&TBT](#) ou de la [base de données de l'OMC sur les préoccupations commerciales](#).

⁸ Préoccupations [559](#), [560](#), [574](#) et [576](#).

Tableau 1: Préoccupations commerciales spécifiques ayant trait à la sécurité sanitaire et au contrôle des aliments, à l'inspection et aux procédures d'homologation (mars 2023-2024)

Numéro	Titre	Membre(s) répondant à la préoccupation soulevée	Membre(s) soulevant la préoccupation	Membre(s) partageant la préoccupation
<u>382</u>	Législation de l'Union européenne sur les perturbateurs endocriniens (ID 382)	Union européenne	République dominicaine; Équateur; Argentine; Guatemala; Inde; Panama; Paraguay; Pérou; États-Unis d'Amérique; Chine	République dominicaine; Équateur; Égypte; El Salvador; Argentine; Gambie; Ghana; Guatemala; Guinée; Honduras; Inde; Indonésie; Israël; Jamaïque; Kenya; République de Corée; Madagascar; Malaisie; Australie; Mexique; Mozambique; Nouvelle-Zélande; Nigéria; Pakistan; Panama; Paraguay; Pérou; Philippines; Fédération de Russie; Sénégal; Sierra Leone; Afrique du Sud; Territoire douanier distinct de Taiwan, Penghu, Kinmen et Matsu; Thaïlande; Togo; États-Unis d'Amérique; Bénin; Uruguay; Viet Nam; Zambie; Brésil; Burkina Faso; Burundi; Canada; République centrafricaine; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; certains membres
<u>442</u>	Décision 2002/994/EC de la Commission de l'UE sur les produits d'origine animale (ID 442)	Union européenne	Chine	
<u>446</u>	Réexamen par l'UE de la législation relative aux médicaments vétérinaires (ID 446)	Union européenne	Argentine; États-Unis d'Amérique	Argentine; Japon; Australie; Norvège; Paraguay; Uruguay; Brésil; Canada; Chili; Colombie
<u>448</u>	LMR de l'Union européenne pour l'alpha-cyperméthrine, la buprofénazine, le chlorothalonil, le chlorpyrifos, le chlorpyrifos-méthyl, la cyperméthrine, le diflubenzuron, l'éthoxysulfuron, le glufosinate, l'imazalil, l'ioxynil, l'iprodione, le mancozèbe, le molinate, la picoxystrobine et le tépraloxyméthyl (ID 448 – voir également les préoccupations afférentes ID 453, 454, 457, 474, 475 et 517)	Union européenne	République dominicaine; Équateur; Guatemala; Inde; Panama; Paraguay; Pérou; États-Unis d'Amérique; Chine; Colombie; Costa Rica; Côte d'Ivoire	République dominicaine; Équateur; El Salvador; Argentine; Guatemala; Honduras; Indonésie; Japon; Kenya; Malaisie; Australie; Nicaragua; Panama; Paraguay; Pérou; Philippines; Fédération de Russie; Türkiye; États-Unis d'Amérique; Uruguay; Brésil; Canada; Chili; Chine; Colombie; Costa Rica; certains membres

<u>498</u>	Restrictions à l'importation de raisins et d'oignons imposées par l'Équateur (ID 498)	Équateur	Pérou	
<u>501</u>	Prescription de l'Inde concernant le certificat attestant que les produits sont non génétiquement modifiés et sans OGM (ID 501)	Inde	Union européenne; États-Unis d'Amérique; Chine	Union européenne; Argentine; Japon; Australie; Nouvelle-Zélande; Paraguay; Fédération de Russie; Thaïlande; Türkiye; Uruguay; Brésil; Canada; Chili
<u>503</u>	Restrictions imposées par l'UE à l'exportation de chocolat et de produits à base de cacao en raison de l'application du Règlement (UE) ID 488/2014 du 12 mai 2014 modifiant le Règlement (CE) ID 1881/2006 en ce qui concerne les teneurs maximales en cadmium dans les denrées alimentaires (ID 503)	Union européenne	Pérou	Équateur; Indonésie; Malaisie; Colombie
<u>518</u>	Classement par l'Union européenne de l'«anthraquinone» comme pesticide et LMR pour le thé importé (ID 518)	Union européenne	Inde	
<u>529</u>	Nouvelles règles d'importation adoptées par le Qatar pour les produits laitiers (ID 529)	Qatar	Union européenne	Nouvelle-Zélande
<u>533</u>	Restrictions de l'UE visant les importations d'épices et d'autres produits alimentaires en raison du Règlement d'exécution (UE) 2021/2246 de la Commission européenne du 15 décembre 2021 (ID 533)	Union européenne	Inde	
<u>550</u>	Proposition de la Commission européenne visant à réduire la LMR actuelle concernant la « nicotine » pour le thé importé d'Inde (G/SPS/N/EU/581) (ID 550)	Union européenne	Inde	
<u>552</u>	Augmentation par l'UE de la fréquence d'échantillonnage pour l'inspection des crevettes d'élevage et nouvelle liste d'établissements de pêche non autorisés à exporter des produits de l'aquaculture (ID 552)	Union européenne	Inde	

<u>553</u>	Projet de Règlement modificatif de l'Inde sur l'innocuité des aliments et les normes alimentaires (importation) (ID 553)	Inde	Union européenne	Japon; Nouvelle-Zélande; États-Unis d'Amérique; Canada
<u>554</u>	Décret de l'Inde relatif à l'exigence prévoyant que les lots de produits alimentaires importés de lait, viande de porc, poisson et produits connexes soient accompagnés d'un certificat sanitaire (ID 554)	Inde	Union européenne	Japon; Australie; Nouvelle-Zélande; Norvège; Suisse; États-Unis d'Amérique; Canada; Chili
<u>559</u>	LMR de l'Australie plus strictes que les normes du Codex pour des produits présentant un intérêt pour l'Inde – demande de partage des évaluations des risques (G/SPS/N/AUS/555) (ID 559)	Australie	Inde	
<u>560</u>	Modification par la Nouvelle-Zélande des LMR pour le cyantraniliprole, les tétracyclines et le trichlorfon (G/SPS/N/NZL/695) (ID 560)	Nouvelle-Zélande	Inde	
<u>574</u>	Chine; Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Fédération de Russie – Restrictions à l'importation visant les produits aquatiques après le rejet d'eau traitée par le système ALPS (ID 574)	Hong Kong, Chine; Macao, Chine; Fédération de Russie; Chine	Japon	
<u>576</u>	Prescriptions/mesures de précaution du Qatar applicables à certaines denrées alimentaires importées (ID 576)	Qatar	République de Corée	Philippines

1.3 Fonctionnement et mise en œuvre de l'accord SPS

1.3.1 Fonctionnement des dispositions relatives à la transparence

1.9. Lors des réunions du Comité SPS, les membres peuvent soulever toute question ou préoccupation concernant la mise en œuvre des dispositions de l'Accord SPS en matière de transparence. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Brésil a souligné l'approche proactive qu'il préconise avec plus de 220 notifications SPS en 2022, en insistant sur l'adhésion aux normes des OIN et aux preuves scientifiques et en œuvrant à sensibiliser les producteurs à ces normes.

1.10. En mars 2024, bien qu'aucune mise à jour n'ait été communiquée par les membres, le Comité a noté une augmentation sensible des notifications SPS (près de 2 000 en 2023), signe d'une forte adhésion aux obligations de transparence. Depuis 2023 (jusqu'en mars 2024), un nombre total de 2 534 notifications SPS ont été soumises, dont 1 660 avaient spécifiquement pour objectif la sécurité sanitaire des aliments⁹.

1.3.2 Procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation

1.11. Au cours du cinquième examen, les membres ont reconnu la nécessité d'ajouter les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation à l'ordre du jour du Comité SPS. Cet ajout a été motivé par le fait que

⁹ Les Informations sur les notifications peuvent être facilement extraites de la [plateforme ePing SPS&TBT](#).

plus de 50 percent des préoccupations commerciales examinées en 2023 étaient liées à ces enjeux. Ce nouveau point de l'ordre du jour permet aux membres de partager leurs expériences, de soulever des questions et d'aborder des préoccupations concernant la mise en œuvre de l'annexe C de l'accord SPS.

1.12. Au titre de ce point de l'ordre du jour, le Brésil a informé les membres des efforts qu'il déploie actuellement pour protéger la production de volailles contre l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) à l'occasion des réunions du comité SPS de novembre 2023 et de mars 2024. Reconnaisant les défis mondiaux que pose la lutte contre les foyers d'IAHP, le Brésil a décrit son plan d'urgence, qui suit strictement le protocole établi par l'Organisation mondiale de la santé animale (OMSA), et qui comprend des dispositions pour diagnostiquer tout foyer d'IAHP. Ce plan comprend des dispositions relatives au diagnostic de tout cas suspect et englobe également la maladie de Newcastle. La détection rapide des cas de maladie permet d'intervenir rapidement en cas d'urgence, et de contrôler et d'éradiquer les foyers. Le Brésil a rappelé que l'IAHP ne s'était pas encore déclarée chez les volailles commerciales. Conformément aux lignes directrices et aux recommandations de l'OMSA, il a élaboré un modèle visant à minimiser le risque d'introduction et de propagation de la maladie. Le Brésil a invité les membres à consulter les sites Web consacrés à cet enjeu pour obtenir des données actualisées et la carte de surveillance de l'IAHP, et a exprimé sa volonté de partager d'autres informations afin de renforcer la confiance dans son système et de collaborer pour lutter conjointement contre ces maladies.

1.13. Par ailleurs, comme indiqué dans le rapport de la 26^e session du CCFICS, le Groupe de travail sur les procédures d'homologation a diffusé un résumé complet sur ses travaux¹⁰. Deux documents, le « Recueil d'outils et de ressources disponibles en ce qui concerne les procédures d'homologation SPS » ([G/SPS/W/337](#)) et les « Recommandations concernant les procédures d'homologation SPS » ([G/SPS/W/338](#)) ont été proposés pour adoption et approuvés par le comité SPS lors de sa réunion de mars 2023¹¹. Ces recommandations approuvées reconnaissent que la question n'est toujours pas réglée et qu'elle nécessitera un examen plus approfondi par le biais de divers canaux, y compris le sixième examen.

1.14. En outre, en mars 2024, le Secrétariat du SPS a fait état des synergies entre la facilitation des échanges et les accords SPS concernant les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation. Cette présentation a été diffusée sous la cote [RD/SPS/262](#).

2 ACTIVITÉS PERTINENTES DU COMITE OTC

2.1. Les travaux du comité OTC sont présentés dans ses examens annuels. Le plus récent de ces examens a été publié en mars de cette année et figure dans le document G/TBT/53¹². L'adoption, en mars 2024, de nouvelles directives sur les procédures d'évaluation de la conformité est digne de mention et peut présenter un intérêt particulier pour le Codex¹³. Ces directives ont pour but d'aider les régulateurs à élaborer des méthodes appropriées et proportionnées pour s'assurer que les produits respectent les réglementations et les normes techniques sans créer d'obstacles inutiles au commerce. Elles ne sont pas normatives et soulignent l'importance de trouver un équilibre entre la facilitation des échanges et les objectifs réglementaires tels que la sécurité, la santé et la protection de l'environnement. L'évaluation des risques, la surveillance du marché, l'utilisation de normes internationales, la garantie de transparence et la consultation des parties prenantes, ainsi que la prise en compte des besoins des pays en développement sont autant d'éléments clés à prendre en considération. Ces directives peuvent fournir des indications utiles pour la mise en œuvre de l'annexe C de l'accord SPS de l'OMC, qui porte sur les procédures de contrôle, d'inspection et d'homologation visant à garantir que les mesures sanitaires et phytosanitaires ne créent pas d'obstacles inutiles au commerce international.

3 TRAVAUX PERTINENTS DU FANDC

3.1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) est un partenariat multipartite mondial qui s'emploie à promouvoir le renforcement des capacités en matière de sécurité sanitaire des aliments et de santé animale et végétale dans les pays en développement et aide les importations et les exportations à satisfaire aux exigences SPS pour le commerce, sur la base de normes internationales. Il fonctionne comme un mécanisme de financement et une plateforme de connaissances pour le dialogue et

¹⁰ [G/SPS/GEN/2097](#).

¹¹ Le Recueil d'outils et de ressources disponibles en ce qui concerne les procédures d'homologation SPS et les Recommandations concernant les procédures d'homologation SPS ont par la suite été diffusées sous les cotes [G/SPS/67](#) et [G/SPS/68](#), respectivement.

¹² Pour un aperçu, voir le résumé à la page 4 du document G/TBT/53.

¹³ Voir le document G/TBT/54, diffusé le 19 mars 2024.

l'apprentissage sur le renforcement des capacités SPS. Le Secrétariat du Codex participe activement aux travaux du FANDC.

3.2. Le FANDC encourage l'utilisation de bonnes pratiques réglementaires (BPR) pour s'assurer que les mesures SPS sont adaptées à leur objectif et ne créent pas d'obstacles injustifiés au commerce. Il a publié un [Guide des bonnes pratiques réglementaires](#) destiné à aider les responsables de la réglementation SPS des pays en développement à naviguer et utiliser les BPR lors de la conception, de l'élaboration et de l'examen des mesures SPS. En juin 2024, le FANDC a approuvé un nouveau projet visant à améliorer la clarté, la prévisibilité et la coordination des réglementations SPS et OTC ayant une incidence sur le commerce, en renforçant la [plateforme ePing SPS&TBT](#). Ce projet, qui bénéficie d'un cofinancement de l'Union européenne, visera également à accroître l'utilisation de la plateforme ePing dans les pays en développement.

3.3. Le FANDC encourage également le recours aux [partenariats public-privé](#) pour renforcer les capacités SPS et faciliter le commerce. Il met en particulier l'accent sur l'utilisation de programmes d'assurance volontaire par des tiers (APTV) pour améliorer la sécurité sanitaire des aliments, sur la base des principes et directives pour l'évaluation et l'utilisation de tels programmes d'assurance. Trois projets du FANDC pilotant l'utilisation de l'APTV dans des secteurs et pour des produits particuliers, au [Mali et au Sénégal](#), au [Rwanda et en Ouganda](#), et au [Belize et au Honduras](#) respectivement, seront achevés d'ici la fin de l'année 2024. En 2023, l'ONUDI et le FANDC ont publié un outil d'évaluation du programme d'APTV qui peut être consulté [ici](#). D'autres expériences et enseignements sur la manière dont l'approche APTV peut être utilisée dans le contexte des pays en développement seront documentés et partagés, y compris par le biais de la [plateforme de partenariats d'assurance volontaire par des tiers](#) mise en place par l'ONUDI, et éventuellement dans le cadre d'un atelier organisé par le comité SPS sur ce thème en novembre 2024.

3.4. Le FANDC a également accordé un financement initial à un petit projet visant à recenser les pratiques actuellement appliquées par les organismes de réglementation pour réaliser les [inspections à distance](#) des exploitants du secteur alimentaire. Ce travail est réalisé par l'ONUDI, qui collabore avec les autorités de réglementation participant activement au CCFICS. Il pourrait déboucher sur un projet du FANDC plus important réalisé dans un ou plusieurs pays témoins en Asie, où les meilleures pratiques en matière d'application des pratiques d'inspection à distance pourraient être introduites ou améliorées. Une proposition de projet devrait être soumise au FANDC dans le courant de l'année.

3.5. Le FANDC continue à promouvoir l'utilisation de la [certification électronique dans le domaine SPS](#) et continue de partager ses expériences et ses enseignements, notamment par le biais de sa communauté de pratique sur la certification électronique. Il a organisé en juin 2024 une session sur cet outil dans le cadre de l'Aide mondiale de l'OMC, au cours de laquelle il a également accueilli le groupe consultatif de l'industrie ePhyto. Une [évaluation externe](#), réalisée en 2023, a illustré la pertinence continue et l'impact considérable du projet innovant ePhyto du FANDC. En 2024, le FANDC a lancé un nouveau projet, en collaboration avec l'Institut Interaméricain pour la coopération agricole (IICA), sur l'échange de certificats vétérinaires ([« eVet »](#)) en Amérique latine.

3.6. Les délégués du CCFICS sont invités à visiter le [site Web du FANDC](#) pour se familiariser avec les travaux du Fonds, et à s'abonner au bulletin d'information mensuel [ici](#). Le site Web fournit également des informations sur la procédure à suivre pour demander des financements pour des projets et pour la préparation de projets.

C. INFORMATIONS SUR LES TRAVAUX RECENTS DE L'OCDE SUR LES OUTILS NUMERIQUES SPS

Préparé par la Division des marchés et des échanges agroalimentaires de l'OCDE, Direction des échanges et de l'agriculture

Dernière publication de l'OCDE en rapport avec les travaux de la CCFICS

La Division des échanges et marchés agroalimentaires de la Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE a publié en juin 2023 le document de recherche sur les systèmes sanitaires et phytosanitaires suivant, en rapport avec les travaux du CCFICS.

- [Coûts, avantages et efficacité des audits à distance pour la sécurité alimentaire internationale](#)

Ce rapport vise à évaluer les coûts et les avantages de l'audit à distance, ainsi que son efficacité, les pratiques que les pays ont jugées les plus utiles et les points de vue sur la poursuite ou l'élargissement de l'adoption à l'avenir. Compte tenu de l'importance de la sécurité alimentaire transfrontalière, le rapport se concentre sur les audits et les inspections réalisés dans le cadre du commerce international. À l'aide d'une étude de cas et d'une enquête, il examine l'expérience des autorités compétentes, mais donne également un aperçu des perspectives d'autres parties prenantes, notamment les organismes de certification et les exploitants du secteur alimentaire (ESA).

Pour les études de cas, des entretiens ont été menés entre mai et novembre 2022 avec les autorités compétentes de dix pays et avec cinq autres acteurs des audits de sécurité alimentaire. Pour compléter l'analyse documentaire et les études de cas, une courte enquête anonyme a été élaborée. Cette enquête visait à explorer les points de vue d'un groupe plus large de parties prenantes en comparant les coûts, les avantages et l'efficacité des audits à distance par rapport aux audits sur site. Des réponses ont été demandées aux secteurs public et privé, ainsi qu'aux auditeurs et aux audités. Au total, 163 personnes ont répondu à l'enquête, qui a été diffusée en anglais, français et espagnol entre la mi-octobre et le début du mois de décembre 2022.

Session thématique « Améliorer le commerce et la traçabilité dans la chaîne d'approvisionnement agroalimentaire grâce à la certification électronique SPS » pendant la semaine électronique de la CNUCED « Façonner l'avenir de l'économie numérique », 4-8 décembre 2023.

L'OCDE, en collaboration avec la Fédération internationale des semences (ISF) et le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC), a organisé une session thématique soulignant le rôle essentiel des certificats électroniques SPS dans la gestion des risques. Cette session s'est concentrée sur leur pertinence et leurs avantages, en particulier pour relever les défis exacerbés par la pandémie de COVID- 19.

Les progrès de l'informatique ont révolutionné le stockage, l'analyse et la numérisation des données dans les chaînes d'approvisionnement en produits végétaux. Le panel a délibéré sur l'impact des certificats électroniques SPS sur la traçabilité dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaires, en tenant compte des nuances spécifiques au secteur et des implications pratiques.

Travaux en cours de l'OCDE en rapport avec les travaux du CCFICS

Au cours de la période 2023-24, la Division des échanges et des marchés agroalimentaires de la Direction des échanges et de l'agriculture de l'OCDE a entrepris de nouvelles recherches sur la certification électronique SPS, intitulées « Certification électronique sanitaire and phytosanitaire: pratiques actuelles et avantages ».

Ce document donne un aperçu de l'utilisation actuelle des certificats électroniques SPS et explique les variations observées dans le nombre de certificats électroniques échangés, telles qu'elles ont été communiquées au secrétariat de l'OCDE par les experts nationaux. Les données sur l'utilisation des certificats électroniques SPS sont mises en relation avec les flux commerciaux afin d'examiner l'impact de ces outils numériques pendant la pandémie de COVID- 19. Le document fournira également une base de discussion sur l'importance de la traçabilité dans le contexte SPS.

Les membres du Codex qui sont également des pays membres de l'OCDE ont eu l'occasion de contribuer à cette recherche et ont fourni des commentaires sur les projets présentés lors des réunions de l'OCDE.

Le calendrier proposé pour cette recherche est le suivant:

- **mai 2023:** Présentation d'une proposition de recherche au Groupe de travail conjoint de l'OCDE sur l'agriculture et le commerce (JWPAT).
- **novembre 2023:** Présentation d'un premier rapport intermédiaire au JWPAT pour discussion.
- **mai 2024:** Présentation d'un second rapport révisé au JWPAT pour discussion.

- **novembre 2024:** Présentation d'un rapport final au JWPAT pour déclassification.
- **début 2025:** Après déclassification, cette recherche sera publiée dans le cadre [de la série de documents de l'OCDE sur l'alimentation, l'agriculture et la pêche](#).

Contact OCDE

Pour en savoir plus sur cette recherche, veuillez envoyer un courriel à annelies.deuss@oecd.org ou à edith.laget@oecd.org.